



Christian Aid Contrat type pour les services de transferts/distribution monétaires

<p>Accord conclu entre</p> <p>Christian Aid (ou insérez le nom du partenaire)</p> <p>(« CA »)</p> <p>et</p> <p>(insérez le nom du prestataire de service)</p> <p>(« Prestataire de services »)</p>	
Adresse et coordonnées de CA	(Insérez l'adresse pertinente selon le bureau qui signe ce contrat)
Adresse et coordonnées du Prestataire de services	(Insérez l'adresse pertinente, ainsi que toutes les coordonnées)

1. Services	<p>(Insérez les informations pertinentes concernant les services fournis, y compris tous les rôles et toutes les responsabilités du Prestataire de services, ainsi que les montants concernés. La description de l'ensemble du projet peut également être ajoutée en annexe.) (« les Services »)</p>
-------------	--

2. Durée	<p>Ce Contrat commence le <i>(insérez la date)</i> et expire le <i>(insérez la date)</i> sauf résiliation anticipée en vertu des conditions de ce Contrat.</p>
3. Frais de service	<p>Après un examen complet des Services fournis par le Prestataire en vertu des conditions de ce Contrat et après l'attestation d'une prestation satisfaisante, CA lui s'engage à payer au prestataire :</p> <p>Des frais totaux à hauteur de <i>(insérez le montant total)</i> répartis de la manière suivante : <i>(insérez les frais de transaction, le coût unitaire des marchandises, s'il y a lieu, ou la liste de tarifs, etc.)</i></p> <p>Calendrier de paiements comme suit : <i>(insérez les montants et les dates des versements)</i></p> <p>Le paiement est versé sur le compte désigné sur la facture pertinente du Prestataire de services.</p>
4. Conditions	<p>Ce Contrat est assujetti aux Conditions générales jointes constituant l'Annexe A, ainsi qu'aux conditions spécifiques telles qu'applicables au type de services devant être fournis dans les annexes suivantes (Annexes B et C) :</p> <p><input type="checkbox"/> coupon à valeur monétaire et/ou à valeur marchandises</p> <p><input type="checkbox"/> distribution d'espèces par le biais d'un tiers/d'une société de transfert</p> <p><u>Veuillez cocher la case adéquate pour indiquer clairement le type de service et les conditions supplémentaires applicables à un tel service.</u></p>



Pour CA		
Nom et fonction	Date	Signature

Pour le Prestataire de services		
<i>Je reconnais avoir lu et accepter toutes les conditions de ce Contrat, y compris les Conditions générales et les Conditions spécifiques telles qu'énoncées dans les annexes.</i>		
Nom et fonction	Date	Signature

ANNEXE A : CONDITIONS GÉNÉRALES

1. STATUT JURIDIQUE

Le statut juridique du Prestataire de services est considéré comme celui d'un prestataire indépendant. Ses agents ou ses employés ne sont en aucune manière considérés comme des employés, des représentants ou des membres du personnel de CA.

2. AFFECTATION DU PERSONNEL

Le Prestataire n'affecte à la prestation de ses Services aucune personne autre que celles acceptées par CA dans le cadre de ce Contrat.

3. OBLIGATIONS

Il incombe au Prestataire et à tous les individus qu'il affecte à la prestation de services dans le cadre de ce Contrat :

- (a) de ne pas chercher à obtenir ni accepter les instructions d'autorités externes à CA.
- (b) de s'abstenir de toute action pouvant avoir nuire à CA, et de remplir leurs engagements en prenant pleinement en considération les intérêts de CA.
- (c) de garantir le respect de toutes les lois applicables du pays où le Prestataire de services est immatriculé, ainsi que des pays où la prestation a lieu.
- (d) de garantir l'exécution de toutes les tâches avec intégrité, sans aucune malhonnêteté ni corruption, et le traitement de tous les individus avec respect et sur un pied d'égalité, sans aucune distinction ou discrimination fondée sur la nationalité, la race, le genre, les croyances religieuses, la classe ou les opinions politiques.
- (e) de ne pas publier son engagement actuel ou passé en tant que Prestataire de services de CA, ou en tirer parti de toute autre manière.
- (f) de ne pas utiliser le nom ou l'emblème de CA en lien avec leur activité commerciale ou de toute autre manière que ce soit, sauf si requis pour l'exécution de ses obligations contractuelles ci-après et, s'il y a lieu, uniquement avec le consentement écrit exprès préalable du PDG de CA.
- (g) de ne jamais communiquer à une autre personne (morale ou physique), un gouvernement, une société nationale ou une autorité externe à CA les informations à leur disposition en raison de leur association avec CA et qui n'ont pas été rendues publiques, sauf dans le cadre de leurs obligations ou avec l'autorisation du PDG de CA ou de son représentant désigné ; et ne jamais les utiliser pour en tirer un avantage personnel.
- (h) d'agir conformément aux valeurs de CA et d'en respecter les règles de conduite énoncées dans son code de déontologie (dont une copie leur a été fournie par CA) lors de la prestation de services dans les locaux de CA ou dans tout autre lieu où ils représentent CA. Le Prestataire de services reconnaît et accepte que toute violation de ces règles de conduite par lui-même ou un individu auquel il a confié la prestation et qui agit en son nom constitue une violation d'une condition essentielle de ce Contrat.
- (i) Les obligations énoncées aux alinéas (e), (f) et (g) ci-dessus demeurent applicables au-delà de la date d'expiration ou de résiliation de ce Contrat.

4. DÉCLARATIONS ET GARANTIES

Le Prestataire de services déclare et garantit :

- (a) qu'il n'est pas impliqué directement ou indirectement dans la vente ou la fabrication de mines antipersonnel ou d'autres composants fabriqués principalement pour leur fonctionnement.
- (b) qu'il assure le respect des normes fondamentales de travail adoptées à l'échelle internationale, p. ex. les normes principales de l'OIT, les conventions sur la liberté d'association et la négociation

collective, l'élimination du travail forcé et obligatoire, l'élimination de la discrimination ayant trait à l'emploi et à la profession, et l'abolition du travail des enfants.

- (c) qu'il n'est pas impliqué dans des pratiques portant atteinte aux droits énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant, y compris l'exigence selon laquelle les enfants ne doivent pas effectuer de travaux susceptibles d'être dangereux, d'interférer avec leur éducation ou d'être nuisibles à leur santé et leur développement.
- (d) qu'il respecte les droits sociaux fondamentaux et les conditions de travail de ses employés, de ses préposés, de ses agents et de ses sous-traitants.
- (e) qu'il n'existe aucune réclamation ni accusation matérielle en cours à son encontre pouvant affecter CA ou entacher sa réputation.

5. DROITS DE PROPRIÉTÉ

- (a) Le Prestataire de services s'engage à divulguer à CA toute idée, invention ou tout plan commercial ou autre matériau qu'il élabore pour la prestation de services pendant la durée de ce Contrat.
- (b) CA jouit de tous les droits de propriété, y compris, mais sans s'y restreindre, les brevets, les droits d'auteurs et les marques déposées concernant la documentation ayant une relation directe avec les services fournis par le Prestataire de services, ou élaborés suite à ces services. À la demande de CA, le Prestataire facilite l'obtention et le transfert à CA de ces droits de propriété conformément à la loi applicable. À la demande de CA, le Prestataire prend toutes les mesures nécessaires, signe tous les documents requis et facilite d'une manière générale l'obtention et le transfert à CA de ces droits de propriété conformément à la loi applicable.
- (c) Tous les documents préparés, ainsi que toutes les données recueillies et traitées pendant la prestation de services, sont la propriété de CA. Il est interdit au Prestataire de services d'utiliser de telles informations à d'autres fins que celles définies dans les conditions de ce Contrat, sans le consentement écrit préalable du Secrétaire général de CA ou de son représentant désigné.
- (d) CA demeure propriétaire de tout équipement ou matériel qu'il fournit. Le Prestataire devra les lui rendre dès qu'il n'en a plus besoin. Quoi qu'il en soit, tous les équipements et matériels doivent être rendus à CA à la résiliation ou à l'expiration de ce Contrat. L'équipement doit être rendu dans le même état que lorsque le Prestataire de services l'a reçu, sous réserve de l'usure normale. Le Prestataire assume l'entière responsabilité de sa perte ou de son endommagement.

6. EXONÉRATION FISCALE

Les frais payés au Prestataire de services tiennent compte de toute exonération fiscale dont CA bénéficie en raison de ses immunités éventuelles. S'il s'avère inutile de payer les taxes incluses à la facturation, CA en déduit le montant des frais du Prestataire ou, si les taxes ont déjà été payées, le Prestataire les lui rembourse.

7. RETARD

Sans préjudice de la clause 8 ci-dessous, si la Prestation n'a pas été réalisée dans son intégralité et dans les délais convenus, tout coût ou dommage et intérêt supplémentaires encourus par CA à cause d'un tel retard peut être déduit des montants à verser au Prestataire de services.

8. RÉSILIATION

- (a) Ce Contrat peut être résilié à tout moment par l'une ou l'autre partie avant sa date d'expiration, moyennant une notification écrite adressée à l'autre partie. Dans le cas de contrats d'une durée de moins de deux mois, le délai de notification est de cinq jours et de quatorze jours si leur durée est plus longue.
- (b) Ce Contrat peut être à tout moment résilié par CA, avec effet immédiat, si le Prestataire de services viole l'une de ses obligations contractuelles ou si, de l'avis raisonnable de CA, le Prestataire a nui ou est raisonnablement susceptible de nuire à sa réputation.

- (c) Dans un tel cas de résiliation du Contrat avant sa date d'expiration, CA indemnise le Prestataire de services au *pro rata* et à hauteur maximale du montant réel des services fournis de manière satisfaisante selon CA. Les coûts supplémentaires ou les dommages et intérêts encourus par CA qui résultent de la résiliation de ce Contrat par le Prestataire ou par CA en vertu de l'alinéa (b) ci-dessus peuvent être déduits de tout montant autrement à verser au Prestataire.

9. FAILLITE

Si le Prestataire de services dépose son bilan, procède à la cession générale de son entreprise au profit de ses créanciers, ou si ses marchandises sont placées sous administration judiciaire pour cause de cessation de paiement, CA peut, en vertu des conditions du Contrat, résilier immédiatement ce dernier en notifiant le Prestataire par écrit.

10. FORCE MAJEURE

La force majeure, tel qu'utilisée dans le présent Contrat, comprend les catastrophes naturelles, les lois ou les règlements, les perturbations industrielles, les agissements de l'ennemi public, les perturbations civiles, les explosions et toute autre cause similaire de force équivalente qui n'est pas causée par l'une ou l'autre des parties, ni ne relève de leur contrôle, et qu'aucune des parties n'est capable de surmonter. En cas de force majeure, il incombe au Prestataire de services de notifier CA par écrit, dès que possible et dans un délai maximal de 15 jours, et de lui donner tous les détails de la force majeure en question si le Prestataire n'est par conséquent pas capable, entièrement ou en partie, de remplir ses obligations et d'assumer ses responsabilités dans le cadre de ce Contrat. CA est alors en droit de résilier ce Contrat moyennant un préavis écrit de résiliation de sept jours adressé au Prestataire, et il incombe à ce dernier de rembourser tout acompte versé par CA.

11. INDEMNISATION ET ASSURANCE

- (a) Le Prestataire de services s'engage à indemniser, dégager de toute responsabilité et défendre à ses propres frais CA, ses représentants, ses agents et ses employés concernant toutes poursuites, réclamations, demandes et responsabilités de quelque nature que ce soit, y compris les coûts et les dépenses survenant des actions ou des omissions du Prestataire ou de ses employés lors de l'exécution de ce Contrat.
- (b) Le Prestataire de services s'engage à fournir et renouveler une assurance indemnisation couvrant tous les travailleurs concernés pour toute la durée de ce Contrat et en cas d'extension. Il fournit à CA une preuve satisfaisante d'une assurance responsabilité adéquate (y compris, s'il y a lieu, une assurance responsabilité : générale complète, de l'employeur, automobile et professionnelle). Le Prestataire s'engage à fournir également une assurance maladie à ses agents ou employés selon ce qu'il juge souhaitable.
- (c) Le Prestataire de services s'engage à maintenir une couverture d'assurance adéquate afin d'indemniser CA pour la perte complète ou partielle de tout montant des fonds résultant de leur vol ou de leur perte d'une autre manière. Il s'engage à fournir à CA la preuve d'une telle couverture d'assurance à la date de conclusion du Contrat et par la suite, sur demande.

12. REPRÉSENTANTS : NON-BÉNÉFICIAIRES

Le Prestataire de services déclare et garantit qu'il n'a pas permis ou ne permettra à aucun représentant de CA de bénéficier directement ou indirectement de ce Contrat ou de la gratification qui en résulte. Il accepte que la violation de cette disposition représente la violation d'une condition essentielle de ce Contrat.

13. MODIFICATIONS ET CESSIIONS

Ce contrat ne sera pas modifié, sauf en cas d'accord écrit préalable entre le Prestataire de services et le représentant autorisé de CA. Le Prestataire s'engage à ne pas céder, transférer, promettre, ni sous-



traiter tout ou partie de ce Contrat, ni des droits, des réclamations ou des obligations dudit Prestataire, et de ne pas en disposer autrement sans consentement écrit préalable de CA.

14. ARBITRAGE

Tout litige, ou toute controverse ou réclamation découlant de ce contrat ou y ayant trait, la rupture, la résiliation ou l'invalidité de ce dernier est tranché par voie d'arbitrage, en conformité avec les règles d'arbitrage de la CNUDCI telles qu'en vigueur à présent. L'arbitrage a lieu à Londres au Royaume-Uni, et l'anglais est la langue officielle utilisée lors de la procédure arbitrale. Le tribunal d'arbitrage n'est pas compétent pour octroyer des dommages-intérêts punitifs. Les parties acceptent toute décision arbitrale prise en vertu de ce paragraphe comme adjudication finale de tout litige, de toute controverse ou réclamation.

15. LOI APPLICABLE

Ce Contrat est régi par les lois d'Angleterre et du pays de Galles.

16. PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DE CHRISTIAN AID

Aucun élément de ce contrat ou y afférent ne peut constituer ni être interprété comme constituant une renonciation, explicite ou implicite, des privilèges et des immunités de CA.

Remarque : Ces Conditions spéciales relatives aux coupons à valeur monétaire ou marchandises s'appliquent en complément aux Conditions générales et font partie intégrante du Contrat de prestation de services. Cette Annexe s'applique aux programmes dans lesquels le Prestataire accepte l'encaissement de coupons contre des marchandises. Remarque : certaines de ces Conditions spéciales sont susceptibles de varier en fonction du type de mise en œuvre et des services à fournir. Cette Annexe est susceptible d'être modifiée en conséquence. Prenez contact avec le service juridique à ce sujet.

ANNEXE B : CONDITIONS SPÉCIALES POUR LES FOURNISSEURS DE MARCHANDISES (APPELÉS « PRESTATAIRES DE SERVICES » DANS CE CONTRAT)

1. APPLICATION DE CETTE ANNEXE : les conditions décrites dans cette Annexe viennent en complément des Conditions générales de CA et doivent être considérées comme faisant partie intégrante du Contrat.

2. OBLIGATIONS DU FOURNISSEUR

Outre les obligations stipulées dans les Conditions générales, il incombe au Fournisseur de respecter les conditions suivantes :

2.1 Préconditions de l'encaissement de coupons

- (a) Le Fournisseur garantit que toutes les ressources et installations sont disponibles pour garantir l'encaissement des coupons aux points convenus de distribution ;
- (b) Le Fournisseur garantit l'élaboration de procédures en vue du traitement et du rapprochement des coupons ;
- (c) Le Fournisseur garantit la mise en place de systèmes appropriés et sûrs de technologies de l'information afin de recevoir et de fournir des informations et des données relatives à l'encaissement de coupons ;
- (d) Le Fournisseur est seul responsable de tous les paiements destinés à ses propres fournisseurs, y compris les services, le matériel, les marchandises, la location de l'équipement, la main-d'œuvre, le transport, etc. afin d'honorer ses obligations en vertu de ce Contrat.
- (e) Le Fournisseur donne à CA accès à ses boutiques/entrepôts afin que ce dernier puisse inspecter les marchandises, et fournit des échantillons et des informations sur demande.

2.2. Conditions lors de l'encaissement de coupons :

- (a) Le Fournisseur garantit que les marchandises échangées contre des coupons sont de bonne qualité ;
- (b) Le Fournisseur garantit que les quantités appropriées de marchandises sont disponibles dans les endroits convenus au préalable et aux dates spécifiées afin d'assurer au moment convenu la distribution aux bénéficiaires ;
- (c) Le Fournisseur garantit que tous les bénéficiaires titulaires de coupons auront accès aux marchandises sans faire l'objet d'une discrimination quelconque ;
- (d) Le Fournisseur garantit que seuls les bénéficiaires titulaires de véritables coupons reçoivent des marchandises, et s'engage à signaler à CA la présence éventuelle de faux coupons ;
- (e) En cas de restrictions sur les marchandises devant être échangées contre des coupons, le Fournisseur et CA spécifient ces restrictions et s'entendent à l'avance, puis les communiquent de manière adéquate aux bénéficiaires ;
- (f) Le Fournisseur honore la date de validité du coupon, à savoir le (*insérez la date*), et fournit des marchandises jusqu'à la date d'expiration du coupon ;
- (g) Les coupons donnant accès aux marchandises ne font l'objet d'aucun droit, frais, intérêt, droit à compensation, garantie ou réclamation de quelque sorte que ce soit à l'encontre du Fournisseur, y

compris de la part de ses administrateurs ou de ses créanciers. Le Fournisseur s'engage à ne prêter, n'hypothéquer, ne mettre en gage, ni céder en aucun cas les fonds sauf s'il reçoit des instructions écrites de CA ;

- (h) Le Fournisseur reçoit, encaisse et rend les coupons uniquement en conformité avec le Contrat ;
- (i) Le Fournisseur agit ou s'abstient d'agir uniquement selon les instructions, l'approbation, le consentement ou la notification de CA en vertu du Contrat. Il agit uniquement selon les instructions écrites signées par un représentant autorisé de CA ; et
- (j) Il incombe au Fournisseur de sécuriser les sites d'encaissement de coupons à ses propres frais.

2.3 Conditions suivant l'encaissement de coupons :

- (a) Le Fournisseur s'engage à tenir des registres adéquats comprenant tous les reçus et l'encaissement de coupons, ainsi que d'autres registres à la demande de CA dans la limite du raisonnable ;
- (b) Le Fournisseur s'engage à fournir à CA des relevés écrits de compte qui présentent (i) tous les coupons reçus, (ii) les détails de toutes les transactions relatives à l'encaissement des coupons. Les rapports doivent également comprendre toute autre information demandée par CA dans la limite du raisonnable ;
- (c) S'il reçoit une notification de réclamation à l'encontre des marchandises à échanger, le Fournisseur s'engage à en informer immédiatement CA par écrit.

2.4 Conditions supplémentaires :

(Inclure toute condition supplémentaire éventuelle, y compris celles des donateurs initiaux, s'il y a lieu. Ces conditions doivent être respectées et doivent également s'appliquer au Prestataire de services. Elles doivent par conséquent être incluses ici.)

3. OBLIGATIONS DE CA/DU PRESTATAIRE DE SERVICES : (à modifier en fonction de l'entité qui conclut le contrat avec le Fournisseur)

- (a) CA fournit au Fournisseur le nombre total de bénéficiaires, et les quantités approximatives susceptibles d'être requises par marchandise.
- (b) Les informations doivent être fournies au moins (x) jours avant que le coupon ne puisse être encaissé.
- (c) CA garantit que tous les bénéficiaires des coupons distribués sont éligibles.
- (d) Le Prestataire de CA s'engage à donner un calendrier de distribution au Fournisseur en cas d'encaissement étalé des coupons avec suffisamment de détails sur le lieu, les quantités et le délai.
- (e) CA s'engage à renforcer la sécurité en vue de l'encaissement des coupons. *(Facultatif)*
- (f) CA garantit au Fournisseur la mise en place d'un mécanisme de remboursement avec un échéancier de paiements.

1^{re} Remarque : ces Conditions spéciales relatives aux transferts monétaires par le biais de tiers/sociétés de transfert s'appliquent en complément des Conditions générales de CA et font partie intégrante du Contrat de prestation de services. Cette Annexe s'applique aux programmes dans lesquels le Prestataire de services distribue les fonds sous forme d'espèces directement aux bénéficiaires. Les institutions financières qui distribuent des espèces par le biais de cartes à puce, de services bancaires mobiles, etc. peuvent être concernées. Pour ces transferts monétaires spécialisés, des conditions supplémentaires sont susceptibles de devoir être incluses.

2^e remarque : certaines de ces Conditions spéciales sont susceptibles de varier en fonction du type de mise en œuvre et de services à fournir. Cette Annexe est susceptible d'être modifiée en conséquence. Prenez contact avec le service juridique de CA à ce sujet.

ANNEXE C : CONDITIONS SPÉCIALES POUR LES TIERS/SOCIÉTÉS DE TRANSFERT

1. APPLICATION DE CETTE ANNEXE : les conditions décrites dans cette Annexe viennent en complément des Conditions générales de CA et devront être considérées comme faisant partie intégrante de ce Contrat lorsqu'un tiers/une société de transfert (par exemple une institution financière) facilite le transfert d'espèces aux bénéficiaires.

2. OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE DE SERVICES

Outre les obligations stipulées dans les Conditions générales de CA, il incombe au Prestataire de services de respecter les conditions suivantes :

2.1 Conditions préalables pour la distribution d'espèces :

- (a) Le Prestataire de services utilise son réseau existant de filiales pour faciliter les transferts monétaires aux bénéficiaires ;
- (b) Le Prestataire de services garantit que les fonds sont disponibles dans les filiales convenues au préalable et aux dates spécifiées afin d'assurer au moment convenu les transferts monétaires aux bénéficiaires ;
- (c) Le Prestataire de services garantit que toutes les ressources et installations sont disponibles pour effectuer les transferts monétaires soit aux filiales, soit aux points convenus de distribution ;
- (d) Le Prestataire de services garantit l'élaboration de procédures en vue du traitement et du rapprochement des données de transfert monétaire ;
- (e) Le Prestataire de services garantit la mise en place de systèmes appropriés et sûrs de technologies de l'information afin de recevoir et de fournir des informations et des données relatives au processus de transfert monétaire ; et
- (f) Le Prestataire de services est seul responsable de tous les paiements destinés à ses propres fournisseurs, y compris les services, le matériel, les marchandises, la location de l'équipement, la main-d'œuvre, le transport, etc. afin d'honorer ses obligations en vertu du Contrat.

2.2. Conditions lors de la distribution d'espèces :

- (a) Le Prestataire de services s'engage à verser les fonds aux bénéficiaires individuels à partir des points de distribution en conformité avec les processus et procédures convenus ;
- (b) Lorsque nécessaire et avec l'accord de CA, le Prestataire de services est susceptible de choisir d'autres détaillants comme points de distribution des transferts monétaires ;
- (c) Les fonds ne font l'objet d'aucun droit, frais, intérêt, droit à compensation, garantie ou réclamation de quelque sorte que ce soit à l'encontre du Prestataire de services, y compris de la part de ses administrateurs ou de ses créanciers. Le Prestataire de services s'engage à ne prêter, n'hypothéquer, ne mettre en gage ni céder en aucun cas les fonds sauf en cas d'instructions écrites par CA ;

- (d) Le Prestataire de services reçoit, détient, débloque et restitue les fonds uniquement en conformité avec ce Contrat.
- (e) Le Prestataire de services agit ou s'abstient d'agir uniquement selon les instructions, l'approbation, le consentement ou la notification de CA, en vertu de ce Contrat. Le Prestataire de services agit selon les instructions écrites signées par un représentant autorisé de CA.
- (f) Il incombe au Prestataire de services de sécuriser les sites de distribution et de transferts monétaires à ses propres frais.

2.3 Conditions suivant la distribution d'espèces :

- (a) Le Prestataire de services s'engage à tenir des registres adéquats comprenant tous les reçus et le déboursement d'espèces, et d'autres registres à la demande de CA dans la limite du raisonnable.
- (b) Le Prestataire de services s'engage à fournir à CA des relevés écrits de compte qui présentent (i) tous les fonds reçus, (ii) les détails de toutes les transactions relatives aux transferts aux bénéficiaires. Les rapports doivent également comprendre toute autre information demandée par CA dans la limite du raisonnable.
- (c) S'il reçoit une notification de réclamation à l'encontre des fonds, le Prestataire de services s'engage à en informer immédiatement CA par écrit.
- (d) Les fonds non réclamés sous 30 jours sont annulés à moins que CA ne demande une extension du délai de paiement. En l'absence d'une telle demande, le montant total des fonds non réclamés, y compris les fonds susceptibles d'avoir été payés à l'avance sous forme de frais de transaction pour les fonds non réclamés, est restitué à CA dans un délai de 30 jours.
- (e) Il est interdit au Prestataire de services de partager, transférer ou communiquer à un tiers les informations qu'il reçoit en vertu de ce Contrat à moins que la loi l'exige et que CA le lui ait expressément indiqué par écrit. Cela inclut, entre autres, les informations des bénéficiaires et celles qui les concernent, telles que leurs coordonnées personnelles ou bancaires, etc.

2.4 Conditions supplémentaires :

(Inclure toute condition supplémentaire éventuelle, y compris celles des donateurs initiaux, s'il y a lieu. Ces conditions doivent être respectées et doivent également s'appliquer au Prestataire de services. Elles doivent par conséquent être incluses ici.)

3. OBLIGATIONS DE CHRISTIAN AID :

- 3.1 CA s'engage à fournir au Prestataire de services une liste de tous les bénéficiaires des transferts monétaires. La liste doit être fournie au moins cinq (5) jours ouvrables avant que les transferts ne soient payables et doit comprendre les informations suivantes :
 - (a) des informations complètes sur chaque bénéficiaire et le montant du transfert monétaire à effectuer. Les informations sur le bénéficiaire sont fournies dans le format convenu avec le Prestataire de services et sont envoyées par transmission électronique.
 - (b) la filiale où le paiement est effectué.
- 3.2 CA garantit l'éligibilité de tous les bénéficiaires de transferts monétaires figurant dans la liste.
- 3.3 CA garantit que le montant convenu des fonds dans la description des services de l'Encadré 1 ci-dessus est transféré sur le compte bancaire du Prestataire de services cinq (5) jours ouvrables avant que les transferts ne soient payables.
- 3.4 CA s'engage à fournir les fonds pour couvrir les coûts de paiements lorsque les transferts sont effectués.
- 3.5 Sur demande du Prestataire de services et avec l'accord de CA, CA s'engage à organiser une sécurité supplémentaire adéquate pour le paiement des fonds. *(Facultatif)*